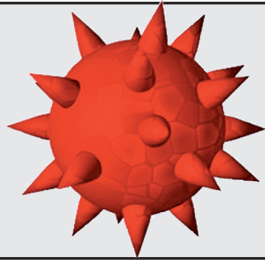


## SANTÉ



**1 500** Selon l'ARS (Agence régionale de santé), la Guadeloupe compte actuellement environ **1 500 cas de personnes atteintes du VIH** et sous traitement. Chaque année, une centaine de personnes en meurent. La Guadeloupe, comme la Guyane et la Martinique, fait partie des départements français les plus touchés au niveau national.

# Sida : faire de la prévention sans capote ?

L'association de lutte contre le sida **Paroles autour de la santé (PAS)** estime que la Guadeloupe **manque cruellement de préservatifs gratuits**. Elle pointe du doigt l'**État** qui, selon elle, « **se désengage** de nos territoires ».

Les préservatifs gratuits seraient-ils devenus une denrée rare en Guadeloupe ? C'est en tout cas ce que dénonce une des associations locales de lutte contre le sida, Paroles autour de la santé (PAS). « Le manque de préservatifs gratuits est un problème général chez nous, alors que nous sommes une des régions les plus touchées par le virus, précise Jérôme Evanno, président de l'association. Cela fait plus de trois ans que nous pointons cette difficulté aux différents représentants (Corevih, ARS, Ireps...) (1). Notre association a régulièrement des problèmes concernant l'approvisionnement en préservatifs. Il nous arrive de nous en faire ramener par des partenaires depuis la Métropole (Aides en l'occurrence), ou de nous faire dépanner localement. Outre le problème d'accès, quand nous arrivons à en avoir, soit il n'y a que des tailles standards, alors que nos populations cibles (travailleuses du sexe, LGBT (2), jeunes, usagers de crack, grand public) préfèrent des grandes tailles. Nous n'avons pas non plus de préservatifs personnalisés, graphiquement créoles et surtout avec des informations pour les Antilles (n° de téléphone d'information par exemple). Et plus globalement, les préservatifs gratuits sont rares en Guadeloupe. Demandez aux marginaux, aux jeunes, aux prostituées et à la population LGBT si c'est facile de s'en procurer sans mettre la main à la poche et être stigmatisé dans les pharmacies... »

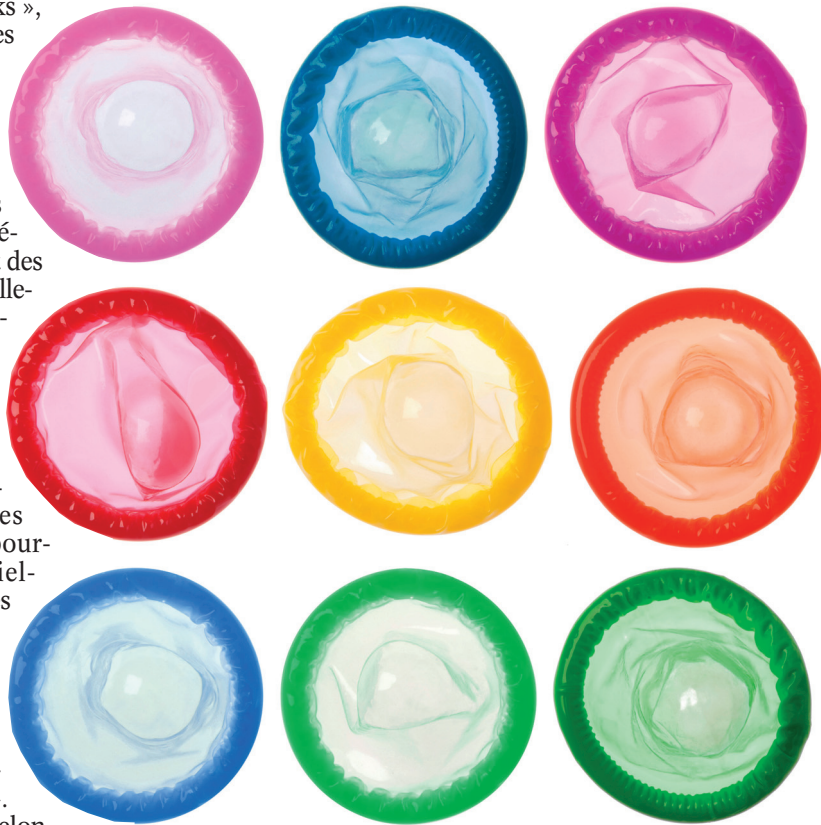
**DES COMMANDES HONORÉES PARTIELLEMENT** Même son de cloche à l'association Vaincre le sida ensemble (VSE), qui confie, elle aussi, manquer de matériel de prévention. « On est obligé de passer par des partenaires privés, comme les pharmacies, pour rem-

plumer nos stocks », explique un de ses membres.

Alors à qui la faute ? À celle de l'État, selon Jérôme Evanno, « qui se désengage de nos territoires concernant la problématique VIH/sida et des IST (infections sexuellement transmissibles) ». La preuve en est avec l'envoi d'un courrier de l'ARS, courant juillet. L'Agence indique « que certaines commandes de préservatifs ne pourront être que partiellement honorées cette année » et qu'il serait bon « d'inciter les potentiels bénéficiaires à se rapprocher le plus possible des lieux d'approvisionnement payants ».

L'explication ? Selon l'ARS, l'INPES (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé), en charge de l'approvisionnement en préservatifs de toutes les régions, est en phase de renouvellement de son marché. « Cela entraîne une rupture momentanée de l'approvisionnement de la région, précise Mireille Willaume, directrice de l'ARS. Je comprends toutefois la colère et l'impatience des associations que j'encourage à nous contacter afin que l'on puisse remédier aux éventuelles ruptures de stock. »

Du côté de l'INPES, on s'étonne de cette levée de bouclier. « La dotation 2013 est conforme à celle de 2012, soit environ 200 000 préservatifs masculins et 70 000 féminins, confirme Philippe de Bruyn. Afin de gérer nos stocks pendant la phase de renouvellement du marché, nous avons étalé les livraisons, c'est vrai. Mais nous avons tout mis en œuvre pour ne pas faire



**PÉNURIE.** Il est difficile de se procurer, actuellement, des préservatifs gratuits. Une solution consisterait peut-être à en baisser le prix de vente en pharmacie.

subir de rupture de livraison à nos partenaires. C'est l'ARS qui est ensuite responsable de ventiler les dotations sur le territoire en fonction des demandes. »

## « PAS POSSIBLE DE COUVRIR TOUTE LA GUADELOUPE »

Sur ce point, un déséquilibre pourrait bien exister entre les associations. Entraide Guadeloupe, par exemple, ne connaît pas la crise. « Notre structure reçoit environ 60 000 préservatifs par an et la dernière livraison date du mois de juillet, souligne son président Max Melin. Nous en avons donc suffisamment pour tenir jusqu'à la fin de l'année. Toutefois, ce n'est pas possible de couvrir toute la Guadeloupe. Le combat à mener serait plutôt celui de faire baisser les prix des préservatifs en pharmacie. »

Malgré tout, la demande existe et la situation à risque de notre territoire devrait peser dans la balance. L'ARS indique d'ailleurs avoir interpellé l'INPES sur ce point en lui demandant « d'accorder un traitement différent à nos régions ». Pour Jérôme Evanno, plusieurs pistes pourraient être explorées, mais ne le sont pas à ce jour : la création d'une centrale d'achat en Guadeloupe, comme en Guyane et la fin de l'octroi de mer sur les préservatifs. À suivre...

**S.B.**

(1) Corevih : Coordination régionale de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine.  
ARS : Agence régionale de santé.  
Ireps : Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé.  
(2) LGBT : lesbienne, gay, bisexuel et transsexuel.

## Trop chers, les préservatifs ?

Le préservatif, correctement utilisé lors d'une relation sexuelle, est le seul contraceptif qui protège des infections sexuellement transmissibles (IST). Toutefois, c'est un produit qui demeure cher (une boîte de douze, de bonne qualité, peut atteindre une dizaine d'euros) alors que son coût de fabrication est très bas, entre 5 et 10 centimes d'euros. Rares sont les endroits où les préservatifs sont gratuits : on en trouve surtout dans les lieux festifs (boîtes de nuit, bars, etc.), pendant le carnaval ou sur les lieux des associations de lutte contre le sida ou les centres de dépistage. Or depuis 2006, le ministère de la Santé a voulu généraliser la vente de préservatifs à 20 centimes dans les lycées, points presse, bureaux de tabac et pharmacies. En Guadeloupe, ce n'est pas vraiment le cas, même si certaines pharmacies jouent le jeu, notamment aux abords des lycées.



## PWOFITASYON ?

À l'unité, le préservatif est vendu à près d'un euro. Or, son coût de fabrication est très bas (5 à 10 centimes)

## Les lycées font de la résistance

Selon une circulaire de 2006 du ministère de l'Éducation nationale, les lycées sont invités à installer des distributeurs de préservatifs. Une décision qui doit faire l'objet d'un accord du conseil d'administration. Visiblement, en Guadeloupe, la pilule a du mal à passer. Selon l'ARS (Agence régionale de santé), « aucun établissement » n'en propose.

Le lobbying des parents d'élèves en serait-il la cause ? Une situation d'autant plus alarmante qu'il y a une recrudescence, chez les jeunes, d'infections sexuellement transmissibles (IST). « Pour le moment, le VIH n'est pas dedans, mais une flambée dans quelques années n'est pas impossible », selon une responsable de l'Agence de santé.